

LA FSU TERRITORIALE



Communiqué de presse FSU Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'appel à la grève de la FSU TERRITORIALE le vendredi 1^{er} mars a été un rassemblement d'une rare ampleur pour notre syndicat et notre institution régionale. Plus de 1 500 agents se sont déplacés de tous les départements afin de se retrouver à Marseille pour exprimer leur mécontentement face à une administration « sourde » et « agressive ».

Il s'agissait de s'opposer à certaines méthodes, à la perte du pouvoir d'achat notamment par la disparition de la prime de fin d'année (PFA), aux coupes drastiques de personnels, au non renouvellement et au mépris des contractuels, aux nombreuses réorganisations faites à la hache, etc.

Par cette mobilisation historique des agents du Conseil Régional SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, la FSU TERRITORIALE a obtenu le retrait de la réforme de la PFA, le report des points de contestation qui devaient être présentés aux deux Comités Techniques comme au CHSCT, mais aussi à l'ouverture des concertations et d'un dialogue jusque-là impossible avec l'administration régionale.

Suite à la volonté clairement affichée de Renaud MUSELIER, Président de Région, de rétablir un dialogue constructif, celui-ci a missionné son Directeur de cabinet et son DGA Ressources pour mener les futures négociations. La FSU notera qu'il a surtout voulu démontrer un changement immédiat dans les méthodes, sans la présence de l'actuel DGS, nous nous en félicitons.

L'administration a donc reçu, ce jour, les 4 organisations syndicales représentatives afin de relancer le « dialogue social » jusqu'ici mis en « sourdine » et mettre en place au plus vite un agenda social couvrant l'ensemble des sujets de l'année 2019 comme l'exigeait la FSU.

Devraient donc être abordés : la mise en place d'une charte « qualité de vie et bien-être au travail » demandée par la FSU depuis près de 3 ans, le

lancement d'audits sur les Risques-psychosociaux, la souffrance et les conditions de travail, la mise en place d'une protection sociale, le fonctionnement des futures instances paritaires, les causes de l'absentéisme, l'augmentation du pouvoir d'achat (CIA/RIFSEEP), l'emploi et la rentrée scolaire 2019-2020, ...

Pour la FSU TERRITORIALE du Conseil Régional, cette réunion, réelle ouverture, arrive un peu tard et ne suffira pas en l'état à apaiser les tensions actuelles. Pour la FSU, il ne peut y avoir de discussions sans parler du budget (BP 2019). En effet, les paroles annoncées aujourd'hui par l'administration sur les futurs choix, notamment en matière RH, ne pourront se faire avec un budget voté à moyen constant.

La FSU n'est pas dupe et a donc exigé de l'administration la mise en place d'un groupe de travail dédié au budget de fonctionnement 2019 et à son futur Budget Supplémentaire afin d'avoir de réels engagements.

Pour la FSU, syndicat majoritaire de la collectivité, aujourd'hui la confiance est bel et bien rompue. Et même si le Président de Région a souhaité adresser des signes forts aux agents à travers les partenaires sociaux, pour autant, la FSU attend des preuves concrètes.

En tout état de cause, les agents restent mobilisés jusqu'à la prochaine Assemblée Plénière du 15 mars, car les belles paroles ne suffisent plus, le dialogue au rabais c'est fini, nous exigeons des actes, et ce, rapidement !

Pour la FSU TERRITORIALE du Conseil Régional SUD, « l'ACTE I » a été une réelle victoire, nous sommes prêts et mobilisés en cas « d'ACTE II » !

Marseille, le 6 mars 2019.